

Perspectives

AGIR EN TOURAINE CONTRE LES EXCLUSIONS – DEPUIS 1948

ENTRAIDE ET SOLIDARITÉS, 46 avenue Gustave-Eiffel, 37100 TOURS, infos@entraide-et-solidarites.fr - N°314-AVRIL 2021



L'insertion des réfugiés passe par la "Route 37"

N° ISSN-L 0981-6178

**CHRISTELLE
DEGHANI**

Nouvelle directrice
générale

P. 12

**NOUVEAU
PROJET
ASSOCIATIF**

Parole
aux adhérents

P. 13

**VIOLENCES
CONJUGALES**

Une coordinatrice
pour RAISO

P. 14

**TERRITOIRES
ZÉRO CHOMEUR**

Des projets
tourangeaux

P. 16

Intégrer des réfugiés : un défi, et aussi un honneur

Quand j'ai rejoint le Conseil d'administration et me suis vu proposé le rôle de référent pour la Route 37, j'ai accepté avec enthousiasme ! En effet, la raison d'être d'Entraide & Solidarités étant de lutter contre toute forme d'exclusion, le traitement souvent critiquable qui est réservé aux réfugiés dans nos pays développés est un fort moteur pour leur venir en aide.

Le Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC) pour favoriser l'intégration professionnelle des étrangers qui ont obtenu l'asile et la protection de la France, décrit dans le dossier de ce numéro de Perspectives, ne pouvait que susciter l'intérêt d'une association de lutte contre les exclusions. Le programme est conséquent puisqu'il porte sur plus de 4M€ pour la période 2020-2023 en faveur de 150 réfugiés par an. Le nom donné localement au projet est ROUTE 37, et les actions engagées depuis un an sont exposées dans le « dossier » de ce numéro.

L'originalité de ce montage réside dans le fait que nous animons un consortium d'associations qui interviennent avec leur expérience et connaissances du milieu: Mission Locale de Touraine, Atouts et Perspectives, Chambre de Métiers et de l'Artisanat, AFFIC-CRIA, UFCV, Mobilité Emploi 37, Kodiko, CREPI et COALLIA.

Dès son accueil, chacun est reçu en entretien à Route 37 par des conseiller(e)s professionnel(le)s pour évaluer leur situation et les aider à se confronter aux défis de la vie en France et à la réalité économique. Le Consortium accompagne les demandeurs vers l'emploi : diagnostic du parcours et des compétences ; évaluation du niveau en français ; formations linguistiques ; suivi psychologique ; mobilité professionnelle et bien sûr un apprentissage technique pour préparer à l'activité en entreprise, ainsi qu'un accompagnement au relogement.

Evidemment, la pandémie complique quelque peu les parcours. Mais il est prévu de lancer des commissions avec les partenaires du Consortium pour travailler sur l'« employabilité » et maximiser les sorties positives (en formation ou emploi). Un temps collectif avec employeurs, partenaires et bénéficiaires, pour renforcer les propositions d'emploi, sera également organisé.

D'ores et déjà le bilan de ce programme très innovant est conforme aux objectifs. Et l'administrateur que je suis trouve très positif de jouer son rôle auprès de notre Conseil d'administration. Je participe régulièrement aux réunions du Consortium, rencontre les responsables de services et les professionnels tous les mois et suis impliqué dans des actions de bénévolat auprès de cette population qui m'inspire !

Clive Miéville,
vice-président d'Entraide et Solidarités

LE PETIT RAPPORTEUR

Chers amis, adhérents comme moi...

En terminant le Petit Rapporteur de novembre dernier, je vous invitais à dialoguer avec moi. Un grand silence m'a répondu ? Non ! Une dame m'a téléphoné pour me préciser qu'elle pensait avoir envoyé son pouvoir. Merci Madame. Curieux et déçu, j'ai souhaité consulter le registre des adhérents, histoire de voir où nous représentons Entraide et Solidarités. Je ne vous dirai pas tout mais quelques conclusions de mes recherches :

Le listing que j'ai parcouru, 13 grandes pages de 45 lignes chacune, a confirmé que l'association compte bien 341 adhérents, 73 donateurs et 82 partenaires ; cette dernière appellation recouvrant, en vrac : pouvoirs publics (Préfecture, Mairies, Conseil Départemental, DDCS, SPIP...), établissements sociaux (Secours Populaire, Secours Catholique, CCAS, Fondation de France...), associations, entreprises, le monde religieux (Diocèse, Paroisses, Communautés...). Et nous, les adhérents, répartis sur 119 lieux de vie : Tours (140) Chinon

(42) St Avertin (24) St Cyr (13) Joué les Tours (11) Chambray (8) ... Et 70 Communes dont Loches avec un seul adhérent. Et même Paris et divers départements. Une découverte pleine de surprises et de questions pour moi. Peut-être aussi pour vous ?

Un certain nombre de journaux ont un coin "courrier". Notre NR a sa page "dialogue-débats". Paris-Match, sous le titre "les Français en parlent" énumère un certain nombre de sujets et provoque le lecteur avec cette question « Pour chacun des sujets suivants, dites-moi s'il a animé cette semaine vos conversations avec vos proches, chez vous, au travail... » Perspectives n'est pas Paris-Match ! Mais il est un lien entre nous pour partager nos idées, nos propositions, nos remarques, nos critiques... Alors, je risque le coup !

Le 30 janvier dernier, la NR parlait de la vaccination prioritaire des personnes âgées. Elle nous rapportait les propos d'un médecin qui s'interrogeait sur « l'opportunité de réserver

toutes les doses de ces précieux vaccins à des gens qui attendent la mort dans des EHPAD ». Un de ses collègues ajoutait « pourquoi va-t-on en EHPAD si ce n'est pour terminer sa vie ? » Et François de Closets, dont le nom est bien connu précisait : « Il ne faut pas hésiter à sacrifier la vie des plus âgés pour assurer la vie des plus jeunes ».

Avez-vous réagi comme moi en lisant ces lignes ? Avez-vous eu l'occasion de partager avec d'autres sur ce sujet ? 63.368 habitants d'Indre-et-Loire ont plus de 75 ans ! Pensez-vous que l'Entraide peut dire quelque chose sur cette question ? Vous, Monsieur, qui êtes notre seul adhérent à Crissay-sur-Manse, ou vous, Madame, à Candès-St Martin, ou vous tous, chers amis adhérents comme moi, j'essaie de vous imaginer lisant ma prose ...

Et si vous deveniez aussi des « Petits Rapporteurs » ?

Libres propos de Jean Paillou

« Trouver une solution pour tous les précaires »

La ministre chargée du Logement, Emmanuelle Wargon, a donné aux préfets les instructions suivantes le 1^{er} mars dernier.

« Le parc d'hébergement a atteint un niveau historique en France, avec plus de 203 000 places mobilisées fin février 2021, dont 40 000 ont été ouvertes depuis mars 2020. Si cela souligne l'extrême fragilité d'un grand nombre de nos concitoyens, c'est également la traduction d'un engagement résolu de l'État en faveur de la mise à l'abri immédiate et inconditionnelle.

Toutes ces actions ont permis d'amoindrir l'impact de cette crise. **La trêve hivernale a été prolongée jusqu'au 31 mai 2021, de même que le délai d'ouverture des places d'hébergement exceptionnelles. Je vous demande de poursuivre les efforts engagés depuis le 17 octobre 2020, et de mobiliser l'ensemble de vos services pour trouver une solution à toute personne en situation de rue ou d'habitat précaire.**

Il importe désormais de consolider ces réponses prises en urgence et de travailler au plus vite à l'insertion durable des personnes hébergées. Il est donc indispensable de maintenir un haut niveau de mobilisation en 2021.

En bref...

- Le ministère des Solidarités et de la Santé a validé le 9 février **notre projet d'hébergement** des « grands précaires » (projet AMI évoqué ici ces derniers mois) mais nous n'avons toujours pas de terrain ! Nous avons provoqué le 1^{er} avril une « ultime » réunion avec les représentants de la Ville de Tours et la DDCS. Un terrain pourrait enfin être proposé, bien qu'inondable.

- La candidature de la **Ville de Tours** au Plan « Logement d'abord » a été retenue par le ministère. Elle avait fait l'objet d'échanges avec *Entraide et Solidarités* et d'autres partenaires, afin d'établir le diagnostic et de dégager les priorités. Le plan va s'affiner et nous aurons à y revenir.

- Le **confinement** appliqué depuis le 6 avril a entraîné une légère adaptation du protocole en vigueur dans nos services pour en assurer la continuité. Le recours au télétravail a été accentué dans la mesure du possible, tandis que quelques salariés ont dû s'absenter pour garder leurs enfants scolarisés.

- Dans le cadre de la réorganisation de notre « dirigeance », **Christelle Valente**, responsable des services généraux, a pris ses fonctions fin mars. Jusqu'alors au service Habitat du Conseil départemental du Loir-et-Cher, elle sera rattachée à la direction du nouveau Pôle Ressources, dont le responsable doit arriver en juin.

- Notre **cuisine centrale**, installée au Sanitas dans les anciens locaux du CCAS de Tours, a reçu de l'administration un agrément sanitaire définitif, après d'importants aménagements et mises aux normes. On y produit des repas pour nos services mais aussi pour des prestations externes. Contact : 02 47 27 62 84, emploi@entraide-et-solidarites.fr

- Les travaux d'isolation de notre siège**, à Tours nord, ont commencé. Il s'agit d'isoler par l'extérieur ce bâtiment ancien, avec une importante subvention de 117 000 € de la Région. C'est une contribution substantielle à la transition écologique et sociale entamée dans tous les services de l'asso-



Il s'agit plus particulièrement :

- d'anticiper la fin de la période hivernale et la baisse des possibilités de mobilisation massive des hôtels;
- de fixer des objectifs ambitieux dans le cadre du Logement d'abord afin de permettre la fluidité entre les différents dispositifs .

La note poursuit : De nouveaux objectifs sont fixés pour chaque région sur les volets « attributions de logements sociaux aux ménages sans domicile (hébergés et sans abri) » et « création de places en intermédiation locative et en pensions de famille ». **Pour la région Centre-Val de Loire, l'objectif 2021 consiste à créer 283 places d'« intermédiation locative », et 138 places de pension de famille... »**

Nous attendons maintenant la traduction concrète de cette directive pour ce qui concerne l'Indre-et-Loire.

ciation, qui se traduit par des initiatives de toutes tailles et de tous ordres, comme par exemple l'abri à vélos lui aussi en cours de réalisation.

- Accueillir des personnes **avec leur animal** pose souvent problème au Pôle social et médical, rue Marcel-Tribut. Un don de la société MJ80, à Saint-Avertin (stockage, manutention, bacs et caisses en tous genres) a permis au service d'acquérir des cages et des muselières. Elles facilitent le travail du personnel dans les conditions de sécurité qui s'imposent. Merci à ce donateur, que chacun peut imiter, par chèque adressé au siège ou directement depuis notre site (<http://entraide-et-solidarites.fr/faites-un-don>).



- Deux nouveaux **appels à projets** sont étudiés depuis quelques semaines. Pour l'**AVDL** (Accompagnement vers et dans le logement), une charte d'engagement partenariale a été signée avec les bailleurs sociaux, l'Association Jeunesse et Habitat et SOLIHA. Concernant les actions auprès des détenus et de leurs familles, un appel à projets de la **Fondation de France** est étudié avec l'Association nationale des Visiteurs de Prison et d'autres associations.

- Nous intervenons dans **les gares de Tours et Saint-Pierre-des-Corps** et leurs abords, notamment par la maraude et pour la collecte de déchets. Les modalités de ces interventions (comme celles de l'association Emergence) sont précisées par des conventions avec la SnCF qui viennent d'être reconduites. Mikaël Lemarchand, le directeur de l'engagement sociétal au sein du groupe SNCF, avait fait le déplacement pour cette signature et a reconnu le savoir-faire des associations qui agissent « *de manière solidaire et non répressive* ».



Les membres du consortium lors de l'une des premières réunions

Des centaines de réfugiés sur la « Route 37 »

Ce n'est pas une route comme les autres, rien à voir avec les périlleuses routes de l'exil. Route 37, c'est le nom du groupe d'associations constitué pour aider à l'insertion des étrangers qui ont fait le choix de s'installer en Touraine. Des étrangers dont la France a reconnu qu'ils étaient en danger chez eux, en leur accordant le statut de bénéficiaires de la protection internationale, ou de la « protection subsidiaire ». Autrement dit des réfugiés, qui ont donc le droit de se loger et de travailler ici. Mais il est rare qu'ils y parviennent seuls.

A l'origine, il y a le Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC) lancé fin 2018 par le ministère du Travail. Il comportait un volet « intégration professionnelle des réfugiés » qui a fait l'objet d'un appel à projets quelques semaines plus tard. En Touraine, la direction du Travail a convié en une grande réunion tous les acteurs potentiellement intéressés par le sujet. « Lors d'une deuxième réunion, se souvient Nathalie Dreano, directrice du Pôle Insertion des Réfugiés & Formation, Entraide et Solidarités se déclara volontaire pour porter ce projet ». Il s'agissait non pas d'ajouter un dispositif à ce qui se fait déjà mais, en constituant un « consortium », d'apporter chacun une action spécifique en faveur des réfugiés. Nathalie : « un groupe projet s'est formé en interne autour d'Eric Le Page, Gaëtan Dehenne, Sylvain Badonnel, Sébastien Lamant, Lydy Da Silva Lagarto et moi. Un élan formidable, d'abord pour identifier

toutes les actions de droit commun existantes, puis un nombre impressionnant de rendez-vous avec tous les partenaires, dans un délai réduit, pour créer le consortium. Un gros travail aussi parce que le budget prévoyait une part de co-financement : État (DDCS), Conseil départemental, Conseil régional, Fonds social européen, et certains membres du consortium ayant fait le choix d'investir en fonds propres comme Atouts et Perspectives et le CRÉPI. Et peut-être surtout parce qu'il s'agit d'une nouvelle façon de répondre aux appels à projets ! ». C'est-à-dire en partenariat obligé, mais consenti bien sûr. Dix associés conjuguent ainsi leurs actions, tandis qu'une plateforme Logement facilite de son côté l'intégration des bénéficiaires. On va voir dans les pages qui suivent que la méthode était la bonne : des centaines de réfugiés se fraient depuis, sur la Route 37, un chemin vers une vie meilleure.



Dossier réalisé par
Marie-Paule Mémy
et Jean-Paul Mercier



Au CRIA, le bilan linguistique est aussi une occasion de rencontres et d'échanges

Le CRIA 37⁽¹⁾ dont la mission première est de lutter contre l'illettrisme, se charge au sein du consortium Route 37, de faire les bilans de compétences linguistiques des réfugiés. C'est une sorte de préalable, tant leur niveau de connaissance du français va conditionner la suite.

Les entretiens durent environ quarante minutes. Marie Chaimbault, conseillère en formation, fait partie de l'équipe qui établit ces bilans. « Nous faisons une photographie de leur niveau à l'oral et à l'écrit. Il y a une grande diversité de situations. Certains parlent parfois un peu ou moins bien. Certains apprennent très vite, d'autres moins vite. Certains sont allés à l'école dans leur pays d'origine, d'autres pas. Certains sont en cours d'emploi, d'autres ont des enfants et des préoccupations différentes ». Au final, Marie ne calibre pas ses entretiens, et se laisse une marge en fonction de la personne reçue.

Les exercices varient, partant parfois de documents dits « authentiques » : fiche d'horaires de bus, document administratif, « voire des pictogrammes pour ceux qui ne parlent pas ou peu, tout dépend vraiment de la personne que j'ai en face de moi ».

Des rencontres souvent riches, « c'est humainement fort. Je rencontre des gens qui étaient agriculteurs, manœuvres, médecins, avocats, avec des trajectoires et des histoires impressionnantes. Je reste à chaque fois abasourdie par leurs parcours de vie, les départs, les traversées, les arrivées. Mettez-vous à leur place, vous arrivez dans un pays étranger dont vous ignorez l'alphabet, la langue et vous devez vous débrouiller... »

Le fonctionnement du consortium semble apporter un « plus » : « ça a été une excellente idée, que de réunir tous les partenaires. On travaillait déjà plus ou moins les uns avec les autres, mais pour les réfugiés, on n'avait pas le lien et les ressources ».

Ils sont Soudanais, Irakiens, Libyens, ou originaires des pays de l'Est, ils sont plus souvent des hommes, à la recherche de travail, les femmes s'occupant plus souvent des enfants sont moins disponibles, ils s'insèrent, pas à pas. Sur l'année 2020, six femmes et trente hommes ont été rencontrés pour un bilan linguistique, principalement d'origines soudanaise et afghane. Les autres venaient d'Iran, Irak, Sri Lanka, Sierra Leone, Syrie, Libye et Erythrée.

« Je suis contente lorsque j'ai l'occasion d'en recroiser quelques années plus tard, et qu'ils ont un appartement, un travail. Je me dis qu'on n'est pas là pour rien ! ».



Marie Chaimbault en entretien



ROUTE 37, 1 rue Christophe-Colomb, 37000 Tours
02 47 70 11 30
secretariatroute37@entraide-et-solidarites.fr

CRIA : Centre ressources information accompagnement pour le développement des compétences de base en Indre-et-Loire, 3 place Raspail à Tours. Téléphone : 02 47 47 12 87



Le maraîchage bio, Atout maître à Mettray

Cela semble un pied-de-nez à l'espace-temps. Passer du désert et de la guerre au Soudan ou en Irak, passer des violences d'un improbable et dangereux périple, à la culture de la carotte biologique dans un parc boisé de Mettray classé monument historique... C'est pour le moins un saut impressionnant.

Oui, c'est ici que Zolian, ou Amin, ou d'autres encore venus du Soudan, d'Afghanistan, d'Erythrée, d'Irak ou de Somalie, font un drôle de chemin

souhaité renouveler. L'après-midi, ils sont en cours de français avec des formateurs d'Entraide et Solidarités. La plaquette qui présente leur travail, datée de Janvier 2021, ne manque pas de pêche : « *Les 4 Saisons d'Atouts* » - le chantier a été conçu par l'association Atouts et Perspectives. « *Cultivons les solidarités, ouverture du chantier d'insertion maraîchage biologique au cœur de Mettray* ». Les particuliers, les entreprises de restauration, privées ou publiques, vont pouvoir

d'Atouts et Perspectives pour diversifier ses activités et les publics – désormais de tout âge – auxquels elle s'adresse. On observe, depuis un an. Et on est stupéfait par leur motivation. La question du travail, la question alimentaire, c'est crucial. Ils rentrent dedans, ils ne traînent pas, l'assiduité est énorme, au jardin, aux serres comme aux cours de Français Langue Étrangère, zéro absence depuis le 6 janvier » relève, presque ému, Paul Grenot, directeur délégué à la formation et à l'insertion professionnelle à Atouts et Perspectives. Un autre point marquant, « le comportement. Il y a un respect profond de leur cadre de travail. Les sollicitations, lorsqu'il y en a, sont saines, posées ». Paul Grenot le comprend comme « un respect pour ce qui leur est proposé ».

Le cadre tout à fait exceptionnel de ce qui fut la « colonie » de Mettray, par son architecture, ses espaces larges, ouverts et paisibles, joue peut-être aussi un rôle. Comme si l'ancienne « Paternelle » et le projet profondément novateur et humaniste de ses concepteurs, avaient dépassé les dérives brutales et maltraitantes qui furent siennes par la suite, pour renouer avec son idéal premier d'insertion, de progrès humain.

Dans ce parc que connut le fils de Jules Verne, ou encore Jean Genet qui y écrivit le Miracle de la Rose, des hommes semblent retrouver des racines. Une forme d'équilibre. On a envie de leur souhaiter bonne route pour la suite.

⁽¹⁾ La Ferme de la Paternelle est ouverte mercredi de 10h à 13h et vendredi de 16h30 à 18h30. On peut joindre les 4 Saisons au 02.47.62.42.42.



Le chantier Maraîchage est ouvert depuis début 2020

de retour à la terre. Celle qui donne la vie. Aussi.

Pour ce chantier d'insertion vers un emploi que l'on espère durable, le plus jeune de ces réfugiés désormais statutaires a 21 ans, le plus âgé 45 ans. Ils sont arrivés sur le territoire français il y a déjà plusieurs années. Que des hommes pour le moment, et ils sont là pour quatre mois renouvelables jusqu'à dix mois – 80% ont

trouver là « des produits de saison, de proximité, de qualité, récoltés à maturité » ⁽¹⁾.

Ces produits seront aussi disponibles chez un fermier voisin, à la Ferme de la Paternelle avec les Savons d'Amélie... Jolie ouverture sur l'extérieur.

« On a commencé il y a un an, et ce chantier a été la première initiative

Cap sur une large « culture Bâtiment »

Toujours à Mettray, Atouts et Perspectives a développé un chantier de formation « Bâtiment » qui fait partie de la panoplie des outils de Route 37 pour les réfugiés statutaires sur leur route vers l'insertion par l'emploi (lire aussi « *Le maraîchage bio, Atout maître à Mettray* »). L'action est co-financée par la région Centre dans le cadre de sa compétence « formation professionnelle ».

Le parc de la rue des Bourgetteries recèle un patrimoine bâti impressionnant, édifié au fil de l'histoire par des villes ou des institutions dont les noms restent encore aujourd'hui des points de repère : le pavillon « Ville de Limoges » côtoie celui « Ville de Paris ». A la manière d'un Léo, les différentes maisons d'accueil de jeunes personnes précaires ou connaissant des difficultés de santé, ont ainsi été financés par des collectivités.

Sous le statut de réfugiés, une équipe de douze stagiaires de la formation professionnelle viennent y acquérir une culture du chantier. « Il ne s'agit pas de former strictement des peintres ou bien des maçons, mais d'appréhender le chantier et ses techniques dans leur ensemble » indique Paul Grenot directeur de la formation et de l'insertion professionnelle chez Atouts et Perspectives. Anthony Maréchal, chef de chantier, joue le chef d'orchestre avec les hommes qui ont fait la première session du 12 décembre au 12 mars, suivis de douze encore pour une deuxième session rallongée à seize semaines et démarrée le 1^{er} avril. « Douze semaines, c'était trop court pour rendre solide

la perspective, soit d'un emploi, soit d'une formation qualifiante ».

Là encore, l'acquisition d'un meilleur niveau linguistique reste une priorité et la moitié des 35 heures de présence est consacrée aux cours de langue « Français langue étrangère » dispensés par Entraide et Solidarités. Les réfugiés ne sont pas salariés, comme c'est le cas pour le maraîchage. Mais en tant que stagiaires de la formation professionnelle, ils perçoivent de la Région une somme qui dépend de la situation de chacun..

On cherche là encore l'ouverture sur le monde extérieur en organisant des portes-ouvertes permettant de montrer le travail réalisé et c'est aussi l'occasion d'inviter des agences d'intérim pourvoyeuses d'emploi.

Le chantier débouche parfois sur de l'emploi, parfois pas, parfois sur une formation qualifiante. Les conseillers en insertion professionnelle – CIP – restent mobilisés pour appuyer les démarches à la recherche de travail après le stage. C'est bien le sens du mot « Route » de Route 37. Un chemin que l'on poursuit.



Les stagiaires en situation réelle de chantier Bâtiment



Atouts et Perspectives, Village des jeunes,
33 rue des Bourgetteries 37390 METTRAY,
tél. 02 47 62 42 42, <https://atouts-et-perspectives.fr>



Atouts et Perspectives, Village des jeunes,
33 rue des Bourgetteries 37390 METTRAY,
tél. 02 47 62 42 42, <https://atouts-et-perspectives.fr>

Ils apprécient la cuisine d'Entraide et Solidarités !

Ce qui saute aux yeux quand on les rencontre, c'est leur évidente motivation, leur souci de bien faire, leur envie de réussir. Le responsable de la cuisine centrale d'Entraide et Solidarités, Olivier Hammami, celui qu'ils appellent « chef » comme il se doit dans ce milieu, vous le confirmera, tout comme les encadrants techniques que sont Olivier Basset, Denis Pied et Hervé Pioger (qui remplace actuellement Christian Magrin). C'est avec eux que s'activent à la légumerie, aux entrées, au « piano », aux fourneaux ou encore à la plonge, les dix salariés en CDDI (contrats à durée déterminée d'insertion) – sept hommes et trois femmes – qui participent depuis juillet dernier au chantier Restauration collective. Alba, Robert-

son, Yahya, Khadeja sont arrivés ici avec des niveaux très différents de compréhension du français et parfois sans aucune notion de cuisine.

Dès le premier contact, il sera question des normes HACCP (sigle anglais) qui traitent des dangers biologiques, chimiques et physiques propres à la sécurité et à l'hygiène. Saber Kahn, Imete, Maghfool ou Ashor, après quatre mois de contrat renouvelés une fois, sont bien sûr capables de lire le planning qui désigne leur affectation du jour. Mais aussi de vous expliquer comment ils ont préparé le veau ou le poisson du jour et leurs garnitures. Ils viennent d'Afghanistan, d'Irak, de Syrie, du Tchad ou encore du Salvador, et beaucoup espèrent à la

sortie un emploi en restauration collective. Il va sans dire que les restaurants de ville étant actuellement fermés, les stages et débouchés sont problématiques.

Tout au long de leur séjour, ils ont suivi l'après-midi les cours de « français langue étrangère » des professionnels de notre Centre de formation, et engrangé d'« incroyables » progrès. Une fois par semaine Pauline,

leur conseillère en insertion professionnelle, vient faire le point avec eux et leurs encadrants pour lever les freins. Elle anime aussi, sur leur temps libre, des ateliers de recherche ou de préparation à l'emploi. Une issue qui ne peut être garantie, mais le maximum aura été fait pour eux, comme pour la nouvelle équipe accueille ces jours-ci.



Une partie du groupe au poste du « chaud »



Pôle économique, 40, rue Augustin Fresnel
37170 Chambray les Tours
02 47 27 62 84 - emploi@entraide-et-solidarites.fr

Il y a aussi des femmes très motivées à l'atelier «Diversité et entreprise»

Le CREPI, Club Régional d'Entreprises Partenaires de l'Insertion, est l'un des membres du consortium Route 37. Si l'on file la métaphore du crêpi dans le bâtiment, on n'est finalement pas loin d'approcher l'essentiel : de la même façon que le crêpi vient finir la maison, en tout cas son extérieur, le CREPI Touraine, parce qu'il est constitué d'un réseau d'entreprises, est au plus près de l'emploi pour les réfugié.e.s qui y sont orienté.e.s.

Les intervenants du CREPI, proches du milieu entrepreneurial, en connaissent les codes et les attendus. Les codes. Il faut en passer par là. Les saisir, les comprendre et se les approprier ne va pas du tout de soi lorsque l'on vient du Burundi, de Somalie, ou d'Angola. Les courriers administratifs et le jargon qui s'y déploie ne relèvent déjà pas de l'évidence lorsque l'on est né et que l'on a suivi sa formation en France ! Alors vu d'Afghanistan, quand on vous demande « quelle est votre mobilité » ou bien que l'on vous parle du « marché de l'emploi » ... Vous vous demandez de quel marché il peut bien s'agir ! Il faut quelque agilité intellectuelle pour discerner dans les jargons de la nébuleuse administrative d'un Etat aussi construit que le nôtre.



CREPI, 6 rue du Pont de l'Arche,
37550 Saint-Avertin,
tel. 02 47 74 44 16

Hervé Martin, chargé de mission au CREPI et animateur de l'atelier « Diversité et entreprise » connaît bien ces questions de codes, et les difficultés que cela pose lorsqu'il faut les mettre en mots, les expliquer. « Cela demande beaucoup de concentration, je dois m'habituer à leur manière de parler et eux à la mienne, veiller à ce qu'elles et ils me comprennent bien ». Le malentendu n'est jamais très loin, ni l'incompréhension que l'on n'ose pas avouer.

Après un premier atelier « Top départ », les stagiaires se verront proposer des modules très divers : « contrat de travail et savoir-être en entreprise », « mes compétences », « le marché de l'emploi », « mon CV, ma lettre de motivation », « la communication, les codes », « les attentes des recruteurs », « la confiance en soi », « organiser sa recherche d'emploi » par exemple. Durant trois mois et demi, une douzaine de temps d'échanges et d'ap-

prentissage sont ainsi proposés à ces réfugiés tout près de l'emploi, mais encore un peu loin malgré tout ! Seize personnes ont été accueillies en 2020, une autre session a démarré début 2021.

Bilan 2020 ? Deux ont trouvé des CDI dans le secteur du BTP ; un est en insertion par l'activité économique à Maryse-Bastie ; d'autres ont ou ont eu des missions via des agences d'intérim ; d'autres encore font un saut par les chantiers Maraichages ou Bâtiment à Mettray (lire par ailleurs). Hervé Martin remarque que les femmes ont plus souvent suivi les cours en Français Langue Etrangère, qu'elles mettent un point d'honneur à passer tous les niveaux les uns après les autres, et qu'elles sont ici bien présentes en dépit des problématiques de garde d'enfants. Sur 36 stagiaires, 7 étaient des femmes. Accrochées à leur émancipation par l'emploi.



Les étrangers découvrent l'entreprise et ses « codes ».

Avec l'UFCV, retour vers l'emploi

Yasmina, après deux stages en nettoyage puis en restauration collective dans un lycée, se dirige vers un CAP Cuisine avec le Greta ; elle va aussi passer le Diplôme d'études en langue française, le DELF. Ailton gérait une papeterie dans son pays d'origine, il a fait un chantier bénévole à la Banque alimentaire, et va devenir

préparateur de commandes ; il passera le DELF niveau A2 et envisage une formation qualifiante de conducteur de chariot élévateur. Raman était maroquinier là où il vivait, avant ; il va signer un contrat chez ACTIVE, a le projet de devenir vendeur en libre-service ou en prêt-à-porter. Yasmina, Ailton et Raman (les pré-

noms ont été changés) font partie des « dix personnes, huit hommes et deux femmes, qui ont été accompagnées par l'UFCV entre octobre 2020 et février 2021, sur un programme « Acquérir les premiers gestes professionnels dans les métiers intersectoriels » financé par la région Centre-Val-de-Loire » indique Pauline

Miginiac, coordinatrice de formation pour l'UFCV qui fait partie du consortium Route 37. Connaissance de soi, confiance en soi, immersion et orientation professionnelle sont les axes de ce programme qui comprend quatre semaines en entreprise, et un chantier bénévole auprès de partenaires, Restos du

cœur, Secours populaire, Banque alimentaire, Table de Jeanne-Marie, ACTIVE, SIPAE d'Entraide et Solidarités. La partie formation linguistique occupe une moitié du temps de cet accompagnement. L'UFCV, Union française des centres de vacances, est une association de jeunesse et d'éducation populaire

bien connue, mais aussi un organisme de formation professionnelle notamment aux métiers du sanitaire et social.

UFCV, 279 rue Giraudeau, 37000 Tours, tel. 02 47 32 42 60

D'autres acteurs sont à l'œuvre

Outre les actions développées ici, celles des autres membres du consortium, sur lesquelles nous aurons l'occasion de revenir, ajoutent à la panoplie :

- **Chambre de Métiers et de l'Artisanat (36 Route de Saint-Avertin, 37200 Tours) :** information, accompagnement des 16 à 30 ans, sous le statut d'apprenti, et mise en relation avec les employeurs
- **KODIKO (30, rue André-Theuriot, 37000 Tours) :** binôme en entreprise avec un professionnel, ou accompagnement collectif avec des ateliers thématiques.
- **Mission locale de Touraine (10, Place Neuve, 37000 TOURS) :** accompagnement individualisé des 16-25 ans non scolarisés vers l'insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires.
- **Mobilité Emploi 37 (11 bis rue Joseph-Cugnot 37300 JOUE-LES-TOURS) :** soutien à la mobilité pour accéder à un emploi ou une formation.
- **COALLIA (70, rue Blaise-Pascal, 37000 Tours) :** oriente les réfugiés vers la plateforme et sont référents RSA.

Objectifs atteints, malgré la course d'obstacles !

Le projet du consortium a été accepté par l'État en août 2019, la mise en place des actions a suivi, et le chantier maraîchage d'Atouts et Perspectives a été lancé en janvier 2020. Mais c'est le 2 mars suivant que la plateforme Route 37 a ouvert ses portes... soit deux semaines avant le premier confinement ! Il va sans dire que la plupart des initiatives ont dû être mises en demi-sommeil. Le démarrage concret de la plateforme et la vraie ouverture au public des locaux du Sanitas n'ont eu lieu qu'en mai 2020. Et les rencontres se sont multipliées avec divers organismes, associations, agences d'interim, Plan local pour l'insertion et l'emploi (PLIE), etc. afin de se faire connaître.

Malgré ce contexte perturbé, **230 réfugiés ont été reçus l'an dernier à Route 37** : 63 se sont présentés spontanément, les autres étant orientés par diverses institutions. Certains ne remplissaient pas les critères d'admission : résider en Indre-et-Loire, chercher un emploi ou une formation et avoir accompli, par exemple à l'UFCV, le quota d'heures de français exigé par l'OFII (Office français de l'Immigration et de l'Intégration). D'autres encore ont trouvé un emploi entre temps, ou renoncé pour diverses raisons. Si bien que 141 personnes ont été retenues entre mai et décembre et commencé un accompagnement. « Soit plus que l'objectif de 150 réfugiés en année pleine » commente la responsable, Marie Sergent. Avec elle une secrétaire, Viviane, trois conseillères en insertion professionnelle, Pauline, Sophie et Sandrine, une psychologue, Anaïs, une collègue de la Mission locale à mi-temps et deux jeunes en service civique, Antoine et Marlène, ont assuré cet accompagnement.

Ils l'ont fait en assurant en outre, jusqu'en avril, le lien avec les référents RSA (dont 90% des réfugiés bénéficient), et en appliquant « une logique de parcours » individuel et collectif, en complément des actions du consortium. La bonne entente et la riche communication qui règnent au sein de ce consortium, et qui permettent de ne pas « doubler » est peut-être le point le plus positif de ce premier bilan. Ce début de programme permet aussi de pointer quelques difficultés : « l'accès aux heures OFII, la durée trop courte de l'accompagnement pour obtenir un CDI » note Marie Sergent, ou aussi, en corollaire, « le fait que 45% des personnes n'ont pas de domicile personnel... ». Mais par-dessus tout peut-être : « nous ne sommes pas encore assez connus des entreprises, qui ne savent pas toujours très bien ce qu'est un réfugié ».

Le logement, autre pièce maîtresse de l'intégration

Le PIC-Réfugiés ne néglige pas le volet logement, condition indispensable à une insertion sociale satisfaisante des étrangers admis sous la protection de la France.

En Touraine, depuis le début de 2018 déjà, Entraide et Solidarités mettait en œuvre le programme RAR, comme Re-logement et Accompagnement des Réfugiés, lorsque le Plan d'Investissement dans les Compétences a été conclu. Notre programme RAR, sous la responsabilité de Lydy Da Silva Lagarto, a donc intégré « Route 37 », l'État (Direction départementale de la Cohésion sociale) finançant un poste supplémentaire. A la différence de la plateforme « Emploi », les réfugiés ne viennent pas d'eux-mêmes solliciter un logement. Sortant de structures comme les CADA (Centre d'accueil des demandeurs d'asile) ou CPH (Centres provisoires d'hébergement), ils sont orientés vers Route 37 par des associations telles que COALLIA, ADOMA ou encore l'Ordre de Malte.

Chaque mois, la DDSC réunit un comité RAR rassemblant bailleurs et prescripteurs, où les demandes sont présentées individuellement. Dès que le logement répondant au besoin est trouvé commence l'accompagnement, qu'il concerne une personne seule ou une famille nombreuse. De six mois à l'origine, cet accompagnement social a été porté à dix mois, compte tenu des freins imposés par la crise mais aussi du fait de l'arrivée de publics moins autonomes. Et il concerne tous les aspects de l'insertion : démarches administratives, santé, scolarisation, budget, loisirs, insertion dans le logement et le quartier... Il est donc complémentaire du travail accompli par la plateforme Emploi.

En 2020, l'objectif a été atteint avec 73 mesures de relogement effectuées, concernant 139 ménages totalisant 333 personnes. Pour l'année en cours l'objectif est fixé à 75 mesures, bien que le Covid freine les mouvements de population et ralentisse le nombre des demandes. Gageons que la secrétaire, Claire, et les travailleuses sociales affectées à ce service – Lucie, Jennifer et Honorine – auront encore de quoi s'occuper !



Un service logement pour ne plus voir ces scènes de rue

Plateforme Logement des réfugiés, 1 Rue Christophe Colomb, 37000 Tours
02 47 70 11 30 ou 06 78 39 49 19
secretariat.rar@entraide-et-solidarites.fr



Christelle Dehghani, nouvelle directrice générale

Elle n'est pas une inconnue dans la maison *Entraide et Solidarités* puisqu'elle y occupait la fonction de directrice générale adjointe plus particulièrement en charge des relations humaines depuis 2014 : Christelle Dehghani, 41 ans, mère de deux enfants de 7 et 14 ans, a été nommée directrice générale au mois de décembre 2020 après le départ d'Éric Le Page.

Originaire de Galice en Espagne, elle grandit en Eure-et-Loir, et veut d'abord « parcourir le monde, j'aime voyager et j'ai grandi avec tout un tas de cultures autour de moi ». Elle fait sa formation dans le secteur du tourisme, à travers de nombreux stages dans l'hôtellerie de luxe à Paris notamment, avec en poche un master Tourisme. Le Droit est son autre centre d'intérêt sur le plan professionnel, et elle poursuit ses études pour obtenir un DESS Ressources humaines et Stratégie d'entreprise.

Des raisons familiales l'amènent à Tours, où elle commence à s'intéresser au secteur associatif. Elle croise le chemin d'*Entraide et Solidarités* alors en phase de recrutement d'un adjoint à Éric Le Page, directeur général jusqu'au passage de relais : « il fait partie de celles et ceux qui m'ont beaucoup appris du secteur associatif, et je l'en remercie ».

Ces dernières années, l'association a connu une forte croissance, d'une part parce que les personnes en grande précarité, les publics exclus, sont plus divers et plus nombreux, ce qui a amené *Entraide et Solidarités* à répondre à des appels à projets lancés au niveau national et en Touraine.

Dans cette dynamique de développement, il ne faut pas perdre son âme.



« Peut-être n'avons-nous pas été suffisamment vigilants à l'évolution de nos structures en lien avec cette croissance » réfléchit-elle, « nous aurions probablement dû mieux réfléchir au rôle de chacun à tous les niveaux de l'association ».

Pas toujours facile lorsque les urgences affluent et que l'on a le nez dans le guidon.

Il est temps aujourd'hui « de laisser sa place à chacun, concevoir marges de manœuvre, autonomie, fluidité plus

horizontale, penser des sujets transversaux par rapport à nos pôles. Mais avec un gros point de vigilance : ne pas perdre la finalité de nos actions qui est d'accompagner les personnes, les publics en très grande difficulté ».

Une charte du management participatif a été rédigée, et une nouvelle organisation est en cours. Les « fonctions support », comme les ressources humaines, la comptabilité, la paie, les finances, l'informatique, seront regroupées au sein d'un « pôle Ressources » fonctionnel, qui prend sa place dans l'organisation au même niveau et à côté des pôles opérationnels.

« Au sein de ce pôle Ressources, nous créons une entité « services généraux » regroupant la gestion locative, les véhicules, la téléphonie, la sécurité. **Christelle Valente** vient d'être recrutée pour assurer ce rôle d'économe/intendante, en quelque sorte ».

Le recrutement d'un.e responsable Relations humaines et celui de directeur de ce nouveau grand pôle Ressources, sont en cours.

Ces trois recrutements s'accompagnent d'évolutions de postes pour des salariés déjà en place, de la suppression des postes de directeur général adjoint et de directeur financier. De sorte que sur le plan budgétaire, cette réorganisation se traduit par un poste en plus en équivalent temps plein.

Bon vent à Christelle. Et à travers elle, à toutes celles et ceux qui travaillent à *Entraide et Solidarités* !

Coup de chapeau

En même temps que la réécriture de notre Projet associatif était mise en chantier, ces derniers mois, des comités de pilotage et groupes de travail associant adhérents, bénévoles et salariés ont mené à bien la démarche « Ensemble demain » (riche de nombreuses actions concrètes) achevée par un séminaire ce 23 avril, ainsi qu'une sérieuse mise à jour des statuts et du règlement intérieur de l'association. Sans préjudice des « affaires courantes », qui sont souvent compliquées, et sans parler de l'étude ou de la mise en route de nouveaux projets, qui ont mobilisé de nombreux cadres et continuent de le faire. Un coup de chapeau s'impose, et de vifs remerciements à tous ceux qui ont pris part à ces travaux essentiels pour la pérennité de l'association.

Nouveau Projet associatif : parole aux adhérents

La révision de ce texte de base qu'est le projet associatif a fait l'objet depuis des mois de nombreuses réunions et consultations. Le fruit de ce travail, piloté par la commission Vie associative, sera soumis aux adhérents lors de l'assemblée générale du 10 juin et, s'il est adopté, ne sera revu que dans cinq ans.

Le Projet associatif énonce les valeurs, les missions, les règles de conduite et les moyens d'action de toute association à but non lucratif. Encore faut-il l'adapter périodiquement aux évolutions du contexte dans lequel l'association agit, son environnement politique, économique et social, qui change de plus en plus vite. C'est pourquoi *Entraide et Solidarités* a décidé l'an dernier de confronter son « ambition associative » aux réalités nouvelles qui s'imposent à l'association. Les travaux du comité de pilotage – très ouvert – de ce « chantier » ont malheureusement souffert des épisodes de confinement, et des autres réformes engagées au sein de l'association. Ils ont donc pris du retard. Mais la concertation n'a pas été sacrifiée aux aléas de la conjoncture. Celle-ci passait notamment par un questionnaire adressé l'an dernier aux adhérents, et auquel 73 personnes ont répondu.

La moitié des réponses émanent de « simples adhérents », l'autre moitié de bénévoles et d'administrateurs (bénévoles eux aussi, mais qui n'ont pas toujours une activité au sein des services). Le total compte également une moitié d'adhérents depuis moins de dix ans, mais ils sont 70% à avoir déjà visité au moins une fois un ou plusieurs des services de l'association.

Pour ne pas abuser de chiffres et de graphiques, on rapportera ici les tendances qui se dégagent de ces réponses des adhérents. Ils considèrent très majoritairement qu'*Entraide et Solidarités* est une association « suffisamment militante », au

sens d'engagement pour ses causes, d'interpellation des pouvoirs publics et d'affirmation de ses valeurs jusque dans l'opérationnel. Une moitié participerait volontiers à des débats, des conférences, à des réflexions sur les missions et les champs d'action d'E&S, ou encore à des actions de sensibilisation du public. Mais seulement un tiers d'entre eux souhaite s'investir davantage pour la promotion de l'association, l'interpellation des pouvoirs publics ou l'organisation d'un repas solidaire.

Une très forte majorité a l'impression de connaître les différentes activités de l'association. On en trouve une possible explication dans le fait que les adhérents sont aussi nombreux à lire toujours ou au moins souvent le magazine *Perspectives*, ainsi que les résumés qui suivent chaque réunion du conseil d'administration et le rapport annuel d'activité. Mais le site internet est (trop) peu fréquenté, de même d'ailleurs que l'assemblée générale.

Ces adhérents trouvent majoritairement « équilibrés » les champs d'intervention des services et le partage entre bénévolat et professionnalisme. Ils jugent l'association nettement consacrée à la recherche de l'autonomie de la personne, mais pas tout à fait assez autonome elle-même vis-à-vis des pouvoirs publics. Selon eux, elle s'adapte plutôt bien à l'évolution de son environnement, sans être insensible aux opportunités. Les divers champs d'intervention – accueil, médical, orientation, hébergement, insertion par le travail, formation – restent

Assemblées générales jeudi 10 juin prochain

A l'heure où nous écrivons ces lignes, il est permis d'espérer que l'assemblée générale 2021 de votre association pourra se réunir normalement. C'est-à-dire qu'adhérents, salariés, bénévoles et partenaires pourront enfin se retrouver pour ce temps de réflexion commune et de convivialité. Ce sera le 10 juin au matin, à la Maison des Sports de Touraine à Parçay-Meslay.

Nous devrions d'ailleurs écrire les assemblées, au pluriel, car l'AG ordinaire exposera l'essentiel de l'activité de l'année passée et sa traduction financière, ainsi que le rapport moral et les orientations qui vous seront proposées ; puis une assemblée générale extraordinaire permettra de vous soumettre les mises à jour de notre Projet associatif, de nos statuts et du règlement intérieur qui régissent le fonctionnement de l'association. Autant de projets dont vous recevrez la teneur en temps utile.

Mais pour participer à ces assemblées et vous y exprimer, personnellement ou par mandat, **pensez à vous acquitter d'ici là de votre cotisation annuelle** (20€ par personne, 5€ si vous n'êtes pas imposable sur le revenu), par courrier postal ou par carte bancaire à partir du site de l'association (https://jepaieenligne.systempay.fr/Entraide_et_solidarites).

Violences conjugales : Carla Yared intègre RAISO

C'est un pas de côté en même temps qu'un pas en avant : ATHOBA , acronyme d'Accompagnement Thérapeutique des Hommes Battants, devient RAISO pour **Responsabilisation des Auteurs** de violences conjugales par l'**Information**, le **Soin** et l'**Orientation**. Un peu long, certes, mais on relèvera que l'on ne parle plus seulement d'hommes mais d'auteurs, incluant possiblement des femmes auteurs de violences ⁽¹⁾. Le mot « battant » passe lui aussi à la trappe, manière de signifier que la violence au sein de la famille, peut prendre des formes multiples. **Carla Yared** a rejoint en début d'année les équipes d'Entraide et Solidarités comme **coordonnatrice de RAISO**. Carla est née il y a 28 ans à Beyrouth, et son histoire l'a très vite amenée à percevoir la question de la place de la femme et des enfants, au sein de la famille, dans un pays où le patriarcat impose ses lois et coutumes de façon prégnante. Elle a voulu devenir avocate, ce qui lui semblait la bonne voie pour faire entendre les voix des femmes. Alors elle a choisi des études de Droit, à Bordeaux – avec un retour à Beyrouth pour une an-

née de Sciences politiques. Master, thèse de doctorat soutenue en janvier, elle était jusqu'à son recrutement, chargée de travaux dirigés à l'Institut d'Etudes politiques de Bordeaux. Elle souhaitait une mission de terrain, « *c'est la thématique du poste qui m'a fait candidater, j'avais besoin de me sentir utile. Il s'agit de comprendre et faire comprendre les ressorts profonds, intimes, de ce qui conduit à la violence envers une femme, ou un enfant. J'avais beaucoup de stéréotypes en tête sur les hommes violents, mais en suivant les thérapeutes qui interviennent ici, ces préjugés sont tombés. Il n'y a pas de profil type d'homme violent. Il y a des hommes qui peuvent passer à l'acte. Comprendre, aider à la prise de conscience afin d'éviter la récidive, ce n'est ni justifier, ni légitimer* ». RAISO est amené à essaimer dans l'ensemble des départements de la région. La mission de Carla est là, dans cet essaimage à travers les contacts avec les déléguées des Droits des femmes, les associations et institutions intervenant pour les accompagner. Il s'agit de faire réseau.



⁽¹⁾ En 2020, 63 personnes ont été accompagnées, parmi lesquelles deux femmes.

RAISO : 55 rue Marcel Tribut, 37000 Tours, tel. 02 47 27 28 01

Morgane et Camille sondent les bords de Loire

Morgane Goudjil, 28 ans, et Camille Hardy, 24 ans, ont été recrutées en février au sein du Pôle Social et Médical pour assurer la mise en œuvre de la MOUS « Bords de Loire » ⁽¹⁾. Morgane en sera la coordinatrice, Camille plus axée « terrain ».



Morgane (à gauche) et Camille sont à l'œuvre

Leur mission est de cerner au plus près les besoins des personnes qui sont sans domicile ou dans des abris précaires, camions, tentes, et qui s'installent, la plupart du temps, le long de la Loire à Tours ou dans les communes voisines, notamment à la Riche et Rochecorbon. « *Ce sont des personnes en grande exclusion bien qu'elles aient un statut administratif qui leur ouvre le droit au logement* », relève Morgane. Morgane Goudjil a fait des études de Droit et Aménagement du Territoire, à Albi. Camille une école d'Éducateurs.trices spécialisés en Normandie. Après une première phase de diagnostic social, il s'agira de mettre en œuvre concrètement le droit et l'accès au logement. Un travail exigeant une approche au cas par cas. « *Il va falloir préciser les connaissances que l'on a déjà, de façon générale, sur ce public. Voir qui est déjà un peu accompagné, qui ne l'est pas, et si oui par qui, de façon à aider chacun à trouver un « chez-soi »*

Le contact avec les personnes concernées s'appuie sur les partenaires comme la maraude, l'équipe mobile Psy, le CCAS, Emergence, qui connaissent ou sont déjà intervenus. Une enquête réalisée fin 2019 par des étudiants de l'Institut du Travail Social de Tours, dénombre de l'ordre de 220 personnes non hébergées, dont une centaine dans une très grande précarité depuis longtemps. Plus de la moitié sont originaires de pays extérieurs à l'Union européenne, la majorité sont des hommes seuls âgés entre 18 et 34 ans. Leurs demandes prioritaires : avoir un logement (93%), avoir accès à des douches, des toilettes et tout ce qui concerne l'hygiène sanitaire, une laverie, des soins et de l'aide pour les démarches administratives.

⁽¹⁾ MOUS pour Maîtrise d'œuvre urbaine et Sociale

LE CPIP, maillon indispensable pour lutter contre la récidive

Entraide et Solidarités a toujours eu à cœur de lutter contre la récidive, on connaît son action à la « Petite maison » face à la Maison d'arrêt de Tours, et les efforts déployés à l'intérieur même de la prison en complément des salariés de l'administration. Au sein de l'Administration pénitentiaire, le Conseiller pénitentiaire d'insertion et de probation (CPIP) a pour missions de rétablir le dialogue entre la société et le délinquant et de préparer sa réinsertion. Il collabore avec tous les intervenants sociaux. Il travaille soit en milieu fermé auprès des personnes incarcérées soit en milieu ouvert auprès des délinquants bénéficiant d'aménagements de peine. En milieu fermé, il propose aux détenus de participer aux diverses activités, il leur propose des formations, il les oriente dans leurs démarches, il favorise le maintien des liens sociaux et familiaux, mais surtout il les aide à préparer leur réinsertion : accès à l'hébergement, à la formation professionnelle, aux centres sociaux, aux associations... En milieu ouvert, il accompagne, il oriente, il suit les personnes placées sous contrôle judiciaire dans le but d'éviter incarcération ou réincarcération. On voit que c'est un poste clef dans la lutte contre la récidive. Or, chaque CPIP suit entre 80 et 100 détenus alors que la précon-

sation européenne est de 1 CPIP pour 60. Mais, bonne nouvelle, dans le sillage de Christiane Taubira puis de Nicole Belloubet, Eric Dupont-Moretti, l'actuel ministre de la Justice, a confirmé un plan triennal de recrutement de 1 500 agents pour l'administration pénitentiaire dont une grosse moitié pour les SPIP départementaux.

Pierre Trinson



Le CPIP doit préparer à la réinsertion

115 : Numéro gratuit de l'urgence sociale : 115

Je fais un don à Entraide et Solidarités

- Je soutiens Entraide et Solidarités dans son action. J'envoie un chèque à l'ordre de Entraide et Solidarités (une partie de votre don sera déductible de vos impôts)
- Si vous souhaitez soutenir une action particulière, merci de l'indiquer. Dans tous les cas, un reçu fiscal vous sera envoyé en fin d'année.

J'ADHÈRE À ENTRAIDE ET SOLIDARITES

Je (nom, prénom) :

Adresse :

CP : Ville :

Téléphone : e-mail :

J'envoie un chèque de 20 euros (5 euros si je ne suis pas imposable), pour un an, qui comprend l'abonnement à la revue Perspectives (quatre numéros par an). Un reçu fiscal vous sera envoyé.

Bulletin et chèque à renvoyer à : Entraide et Solidarités, 46 avenue Gustave-Eiffel, 37100 Tours

JE M'ABONNE À LA REVUE PERSPECTIVES

Je souhaite recevoir Perspectives sans adhérer à Entraide et Solidarités

- 10 € - 4 numéros par an • Abonnement de soutien 25 € – **Je joins un chèque de €** à l'ordre de Entraide et Solidarités

Bulletin d'abonnement à renvoyer à : ENTRAIDE ET SOLIDARITÉS – 46 avenue Gustave-Eiffel - 37100 TOURS.

PERSPECTIVES, 4 numéros par an, ISSN-L 0981-6178

Rédaction & administration : 46 avenue Gustave-Eiffel, 37100 TOURS – Tél : 02 47 31 87 00 - Fax : 02 47 61 14 16

Directeur de la publication : Marie-Paul Legras-Froment
Comité de rédaction : Marie-Paule Mémy, Jean-Paul Mercier, Jean Paillou, Pierre Trinson.
Mise en page & en image : Cawet communication – **Impression :** Les presses de Touraine, Tours.
Gestion des abonnements : Alexandra Cailbeaux.

Des « Territoires zéro chômeur » en Touraine : le sujet est à l'ordre du jour

Commençons par une visite dans les archives de *Perspectives* : n° 296 (mars 2016) : pour la première fois le magazine de l'association parle du Mouvement ATD Quart Monde, fondé en 1957 par le Père Joseph Wresinsky et porteur depuis plus de dix ans du projet de loi « Territoires zéro chômeur de longue durée » (TZCLD).

Dix ans !... Le projet n'est-il donc qu'une utopie ? Un pari ? Il repose, c'est vrai, sur une triple conviction un peu vitercher à la société d'employer des personnes en CDI et payées au SMIC pour faire des travaux, que de financer des dépenses sociales pour compenser leur inactivité ». Le 9 décembre 2016, le « Projet de loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée » est voté en première lecture à l'Assemblée nationale. Vote... à l'unanimité ! Avec l'aval de toute la Gauche, de l'UDI, mais aussi des Républicains qui prévoyaient de s'abstenir. « C'est un moment historique » écrit ATD Quart-Monde. Soutien d'Emmaüs, du Secours Catholique, de la

Fondation de France... Avis favorable du Conseil économique, social et environnemental. L'expérimentation est autorisée sur dix territoires. Dès janvier 2017, plusieurs " Entreprises à but d'emploi" (EBE) ouvrent leurs portes.

Les années -delà du simple aspect économique ». Son voisin, maire de Saint- Ganton, ajoute : « sur les 424 habitants, il y avait au départ 12 ou 13 chômeurs de longue durée. Ils n'avaient pratiquement plus de lien social, restaient chez eux. Plus de la moitié travaille aujourd'hui. Ils ont changé de comportement, ils se rencontrent. Tout le monde y a gagné ». Ces deux témoignages, à titre d'exemples, traduisent un enthousiasme qui fait plaisir.

Mais tout n'est pas si simple. A la même date, Laurent Grandguillaume, président de l'Association TZCLD écrit : « C'est un projet qui ne peut que s'étendre...mais si un jour des milliers de

Éviter la bureaucratie

Territoires l'expérimentent, il ne faut pas en faire un dispositif, donc une bureaucratie. Il faut que cela reste un projet humain, avec des valeurs fortes et que ce soit les Territoires qui définissent leur manière de faire sur la base de principes communs. Nous devons rester des accompagnateurs, des facilitateurs et ne jamais faire " à la place de ". Ce n'est pas un dispositif clé en main et c'est ce qui fait sa force ».

Le 30 novembre 2020, la proposition de loi relative à l'expérimentation est définitivement adoptée à l'Assemblée nationale. Depuis 2017, treize entreprises ont été créées. 965 personnes ont été embauchées. 50 Territoires pourront venir s'ajouter aux dix premiers. Le 10 février 2021, un article publié par 37°, journal local sur internet, sous le titre « La Touraine bientôt terre zéro chômeur de longue durée ? » laissait entendre l'ouverture de trois nouveaux territoires en Touraine : Le Bouchardais, le secteur de Bléré et le quartier Sanitas-Velpeau à Tours.

« A Bléré, il y a 22 personnes dans le Comité de Pilotage : des citoyens, des collectivités, mais aussi des chefs d'entreprise, ou encore des responsables associatifs... Le dossier devrait être prêt ce printemps pour espérer une entrée dans le dispositif le plus tôt possible avec une EBE qui reste encore à définir mais qui pourrait se tourner dans le secteur des services à la personne ». Le Bouchardais présente aussi un projet avancé. La personne "moteur" est un chef d'entreprise avec la participation

des collectivités locales. Dans les deux cas, *Entraide et Solidarités* a montré son intérêt en étant représentée aux diverses réunions préparatoires.

Il en est de même pour le projet du quartier Sanitas-Velpeau, où une association EBE a été créée dont l'objectif demeure le même : embaucher en CDI les demandeurs d'emploi de plus

d'un an habitant dans ces deux quartiers depuis au moins six mois. Le Comité de pilotage s'est à nouveau réuni le 13 mars dernier en présence du maire et d'autres élus municipaux, de représentants de la Métropole, du Conseil départemental, avec aussi la DDSC, Pôle Emploi, la Mission locale, des bailleurs sociaux... et des associations dont E&S.

Car notre association est d'autant plus intéressée par

le projet Sanitas-Velpeau qu'elle est fortement présente sur ces quartiers : Pôle social et médical, Mineurs non accompagnés, Cuisine centrale, Route 37. Des complémentarités peuvent sans doute être trouvées, soit au niveau des activités, soit au niveau des parcours des personnes accompagnées, de la Formation, des Chantiers. Les groupes « prospectifs » de l'association sont saisis du sujet et son conseil d'administration aura à se prononcer quant à notre implication dans ces trois projets, sachant qu'œuvrer pour les chômeurs de longue durée entre complètement dans nos valeurs et nos objectifs.

Jean Paillou

